

Loi d'urgence agricole : un texte qui menace l'eau, la santé et l'avenir de l'agriculture adopté malgré une mobilisation citoyenne massive

La loi d'urgence agricole a été adoptée. En faisant ce choix, les députés n'ont pas voulu entendre l'ampleur de la mobilisation citoyenne qui s'exprime depuis des mois contre les reculs sanitaires et environnementaux qu'elle contient. Dans la dernière ligne droite avant le vote, une quarantaine de rassemblements ont réuni des citoyens partout en France ce week-end, avant une mobilisation de 2000 personnes devant l'Assemblée nationale, ce 20 juillet.

Cette loi organise un recul des protections de l'eau en facilitant notamment les projets de mégabassines, favorise un modèle d'élevage intensif et ouvre la voie à la réintroduction de pesticides dangereux, sans répondre aux difficultés structurelles rencontrées par les agriculteurs et agricultrices.



Crédit Mary-Lou Mauricio

Des milliers de mobilisations : une voix citoyenne balayée par le Parlement

Tout au long du week-end, des rassemblements se sont tenus dans une quarantaine de villes partout en France, réunissant des agriculteurs et agricultrices, des victimes des pesticides, des associations environnementales, des syndicats, des organisations paysannes, des consommateurs et des citoyennes et citoyens mobilisés pour une autre politique agricole. Du Havre à la Martinique, ces mobilisations ont rappelé que les inquiétudes autour de cette loi traversent une grande partie de la société, les citoyens et citoyennes souhaitent une agriculture durable, une eau de qualité et un environnement préservé.

Le jour du vote, cette mobilisation s'est poursuivie devant l'Assemblée nationale, où 2000 personnes se sont rassemblées pour lever un verre d'eau. Ce geste symbolique et ironique

rappelant tout ce que cette loi risque de faire « trinquer » : notre santé, notre eau potable, la biodiversité et l'avenir de l'agriculture.

Eau, pesticides, climat : une loi qui aggrave les crises qu'elle prétend résoudre

Cette loi, promise comme une réponse à la crise agricole, ne répond ni aux difficultés économiques rencontrées par les agriculteurs et agricultrices, ni aux défis auxquels l'agriculture est confrontée. Comme l'explique Stéphane Galais, porte parole de la Confédération Paysanne « *C'est une très mauvaise nouvelle pour l'agriculture. Cette loi ne répond ni aux difficultés des agriculteurs et agricultrices, ni aux défis auxquels ils sont confrontés. Elle illustre l'irresponsabilité de parlementaires qui prétendent défendre le monde agricole.* »

En fragilisant la protection de l'eau, en permettant l'utilisation d'encore plus de pesticides et en affaiblissant les garde-fous environnementaux, cette loi promeut un modèle obsolète qui ne profite qu'à l'agro-industrie. Ces choix sont destructeurs pour le vivant, catastrophiques en termes de bien-être animal, et vont précipiter la pollution des eaux.

Cette loi tourne le dos aux enjeux de long terme, compromet la souveraineté alimentaire qu'elle prétend défendre, et menace l'ensemble des citoyens et des générations futures. *“Le constat est sans appel : en dépit des alertes scientifiques, du monde paysan et de millions de citoyen·nes, l'alliance du centre, des droites et de l'extrême-droite a choisi d'abandonner notre eau potable et notre santé aux mains des industriels. Cancer Colère est catégorique : le vote de cette loi rend ces député·es responsables de crimes sociaux. Contamination des enfants et de l'eau, maladies professionnelles, riverain·es surexposé·es, menace sur 100% de la population etc.”* explique Fleur Breteau, porte parole de Cancer Colère.

Une mobilisation qui ne s'arrête pas avec ce vote

L'adoption de cette loi ne marque pas la fin de la mobilisation. Rarement les décisions publiques auront donné le sentiment d'aller autant à rebours de ce mouvement de forte ampleur. Les organisations resteront pleinement mobilisées pour contester les dispositions les plus dangereuses de cette loi et empêcher qu'elles ne compromettent durablement l'avenir de notre agriculture et de notre alimentation.

Ce vote ne sera pas sans lendemain. Les citoyennes et citoyens n'oublieront pas les choix qui ont été faits aujourd'hui. À l'approche des prochaines échéances électorales, chacun devra répondre de sa responsabilité face aux conséquences de cette loi.

Liste des organisations mobilisées : Confédération Paysanne, Générations Futures, Cancer Colère, Collectif Nourrir, Greenpeace France, POLLINIS, Ligue pour la Protection des Oiseaux, France Nature Environnement, FOODWATCH, Action Justice Climat Paris, Union syndicale Solidaires, FNAB - La Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, Union Nationale de l'Apiculture Française, Bio Consom'acteurs, Les Ami·e·s de la Confédération paysanne, Terre de Liens, WWF France, Agir pour l'Environnement, CIWF France, FNE - Ile-de-France, Combat Monsanto, Collectif Vietnam-Dioxine, Planet Earth Now, Les Collectif Bassines Non Merci 79 et 17.